

En Europe, l'humain d'abord, pas la finance !

Les élections européennes auront lieu le dimanche 26 mai 2019 en France. Les Français e s devront décider qui seront les 79 eurodéputé e s, en métropole et outre-mer, qui les représenteront au Parlement européen. Ces élections se dérouleront dans une Europe en crise économique, sociale, écologique, politique et civilisationnelle. Le PCF s'engage à offrir à notre peuple le choix de l'humain d'abord, du progrès social et écologique, celui du changement en France et en Europe, au service des intérêts populaires.

Depuis les premiers pas de la construction européenne jusqu'aujourd'hui, en passant par Maastricht, l'Acte unique ou le Non au référendum de 2005, les communistes se sont toujours opposé e s à la mainmise des intérêts du capital sur la construction européenne, rendue possible par les dirigeants politiques libéraux. Nous alertions alors sur les risques de la crise économique, sociale, écologique, politique et même civilisationnelle vers laquelle cette conception nous menait.

Les gouvernements français ont participé activement à la rédaction des traités et en ont été des exécutants zélés. Aussi, avec les classes dirigeantes des autres pays, ils auront passé les dix dernières années à utiliser les outils communs européens, à la faveur de la crise financière de 2008, pour accélérer la destruction de notre modèle de société, avec la casse de nos services publics, des codes du travail, ainsi que la privatisation et les libéralisations des secteurs jusqu'ici protégés des lois du marché dans l'intérêt des populations, tout en protégeant les intérêts des actionnaires, des banques et multinationales par l'injection massive de liquidités dans le système bancaire, sans aucune condition sur l'emploi et l'écologie, la socialisation des dettes privées et la concurrence fiscale. Les inégalités ont explosé, dans et entre les pays européens, pendant qu'une minorité s'est enrichie. Nos sociétés souffrent, sont affaiblies face à la crise financière qui vient, et sont aujourd'hui incapables de relever les grands défis du monde : développement humain partagé, transition écologique, paix et sécurité collective, alors même que la politique irresponsable de Donald Trump, la montée en puissance de régimes autoritaires, la croissance des périls pour la paix du monde rendent plus nécessaire que jamais une Europe de la coopération.

Aujourd'hui, Emmanuel Macron défend toujours cette même orientation libérale en France et participe largement à pousser l'Union européenne vers plus d'intégration libérale et militaire, sous couvert de « modernité » et de « refondation ». Le budget de la France pour 2018 qui grève lourdement l'investissement dans les services publics et les collectivités locales, les lois travail 1 et 2, l'augmentation de la CSG, la casse des universités, la situation de l'hôpital et des EHPAD, la nouvelle réforme des retraites, et la privatisation de la SNCF et des services publics, en sont les preuves.

Mais, il est devenu impossible d'obtenir le consentement des peuples pour les « réformes » néolibérales, tant le rejet de cette UE est massif et très profond dans nos sociétés. C'est pourquoi, pour poursuivre leur projet et leurs objectifs de remodelages sociaux, les classes dirigeantes en Europe ont clairement opté, après le déni des référendums de 2005, pour un tournant autoritaire, en s'appuyant sur les institutions les moins démocratiques comme la Commission européenne, avec une méthode allant du contournement des parlements (comme avec le 49-3 et les ordonnances) et des souverainetés populaires jusqu'au coup d'État financier perpétré contre la Grèce, avec l'appui actif de la Banque centrale européenne et du FMI. La démocratie, les libertés politiques, comme en Catalogne, et les droits humains ont reculé à toute vitesse.

Nous voici entré e s dans une ère de régression civilisationnelle où la guerre est à l'horizon. La colère contre cette cogestion par le consensus libéral provoque la sanction des pouvoirs établis, mais au profit de l'extrême droite et des démagogues des partis « attrape-tout », dont les orientations xénophobes pèsent de plus en plus, jusqu'à la constitution de gouvernements droite-extrême droite, et une instrumentalisation nauséabonde de la question migratoire. L'appauvrissement, la concurrence, la peur du déclassement et le sentiment d'impuissance produisent dégoût et abstention, laissant la place aux solutions de repli national, de rejet xénophobe et autres phénomènes morbides. Le rapport des forces en Europe risque de se dégrader durablement pour la gauche et les progressistes. Le danger est grand d'avoir un Parlement européen dominé par une droite radicalisée, l'extrême droite et les populistes.

Les communistes ne seront pas les témoins horrifiés de l'accélération de l'intégration européenne néolibérale ou de la guerre des nationalismes. Nous refusons le piège idéologique tendu par Emmanuel Macron d'une division entre « pro et anti UE » – ce même piège que nous avons su déjouer en 2005 – qui évacue la question du contenu des politiques menées, et de la responsabilité des gouvernements français qui ont tous

soutenu et promu ces politiques. Nous ne pensons pas non plus que l'alternative à l'Union européenne libérale réside dans une sortie de l'UE et de l'euro. Croire que cette option, dans un monde d'interdépendances, permettrait à notre peuple de se dégager du capitalisme ou de la concurrence mondiale entre les travailleurs euses et les peuples est une illusion. Les suites du Brexit en sont une dramatique illustration. Il y a également des défis mondiaux, comme l'enjeu écologique, la lutte contre l'évasion fiscale, les gigantesques capitaux spéculatifs mondiaux ou encore la domination du dollar, qui exigent une organisation à l'échelle régionale. D'ailleurs, les Français es comme la plupart des peuples européens ne veulent plus de cette UE, mais ne veulent pas non plus en sortir.

C'est à travers d'intenses luttes pour la reconquête de pouvoirs sur les orientations de l'Union européenne, et pour le respect des souverainetés populaires et nationales que se situe la voie d'une refondation démocratique de l'Europe. C'est bien du local au global qu'il faut défendre les intérêts populaires et ouvrir des brèches dans l'édifice néolibéral. Les luttes en cours dans notre pays ont besoin d'un rassemblement social et politique uni face aux choix du Président, face à la droite et l'extrême droite, tant en France qu'en Europe. Pour être victorieuses, ces batailles doivent allier des propositions de rupture avec les choix européens actuels et des propositions de nouvelles constructions européennes.

L'élection d'eurodéputé e s communistes est indispensable pour défendre les intérêts populaires et rassembler largement les forces progressistes en France et en Europe.

Dans ce contexte, le PCF entre en campagne dès aujourd'hui, autour de 3 objectifs :

I. Rompre avec l'UE libérale et porter une vision alternative de la coopération entre les peuples : au service des intérêts populaires et internationalistes. Qui décide, qui dispose des outils communs et pour quels intérêts ? Voici la question que nous souhaitons porter dans le débat public en France et en Europe. C'est une question de classe et de démocratie majeure. **Nous voulons l'Europe de l'humain d'abord, non de la finance. Nous voulons une France libre dans une Europe solidaire.** Nous voulons donc une France et des député e s européen ne s français es qui agissent de manière offensive, à partir des luttes et avec toutes les forces progressistes, autour de 4 fils rouges et 14 priorités.

Quatre grands « fils rouges »

1. Contre l'Europe de la concurrence, de l'austérité et du chômage : nous voulons l'Europe de l'humain d'abord. Notre campagne portera avant tout sur la réponse aux besoins humains et écologiques.
2. Nous ne voulons plus l'Europe de la finance. L'argent doit être mis au service d'objectifs sociaux et environnementaux.
3. Nous ne voulons plus de l'Europe des coups d'État financiers. Nous voulons l'union des peuples et des nations libres, souverains et associés. Nous voulons que notre pays puisse négocier librement les contours de sa participation à l'UE, à travers une construction à géométrie choisie et dans le respect de la souveraineté populaire. Nous voulons une France libre dans une Europe solidaire.
4. Nous ne voulons pas d'une Europe dominatrice, militariste et forteresse. Nous voulons un modèle de coopération régionale qui change la mondialisation, au service de la paix, des échanges justes, et capable de penser les mobilités humaines.

Quatorze engagements pour la campagne et les candidat e s communistes pour l'humain et la planète

- Pour les services publics : moratoire sur les directives de libéralisation, abrogation du traité budgétaire et plan d'investissement européen d'urgence pour les transports, la santé, le logement, l'école, les échanges universitaires type Erasmus, et la formation. Pour une Europe des communs numériques, de la neutralité du Net, de la protection des données personnelles.
- Pour en finir avec le dumping social : mise en place en France d'une clause de non régression et harmonisation par le haut des revenus, droit du travail et des droits sociaux, à partir de la méthode de l'eurodéputé ne le/la plus favorisé e, salaire minimum européen.

- Pour la conquête de nouveaux droits visant l'égalité femmes/hommes dans tous les domaines, défense du droit des femmes à disposer de leur corps (IVG, contraception) et mesures de lutte contre les violences faites aux femmes.
- Pour la défense de l'environnement, plan d'investissement dans la transition énergétique et écologique.
- Pour un développement industriel équilibré, respectueux des territoires et des salarié·e·s, innovant au plan social et environnemental.
- Pour une alimentation saine et une réforme de la PAC qui favorise l'agriculture paysanne.
- Pour une Europe du partage des cultures et des langues, ouverte sur le monde : une Europe protectrice de la création et des créateurs et créatrices, des droits d'auteur·e et de la diffusion des œuvres, favorisant la diversité culturelle et le multilinguisme, protégeant l'exception culturelle contre la mainmise des GAFA, développant à l'inverse les programmes et les échanges artistiques et culturels.
- Création d'un fonds européen de développement social et écologique abondé par la BCE, pour financer une vaste expansion, en coopération, de tous les services publics en Europe.
- Justice fiscale : lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscales, lutte contre les paradis fiscaux, taxe sur les transactions financières et les GAFA, harmonisation des taxes sur les bénéfices des entreprises à un haut niveau.
- Remise à plat du fonctionnement des institutions financières : mise sous contrôle démocratique et changement du rôle et des missions de la BCE pour que le crédit bancaire aux entreprises appuie les investissements développant l'emploi, en quantité et en qualité, et la formation et dissuade les opérations financières, la spéculation et les délocalisations.
- Révision des équilibres institutionnels : la primauté aux instances élues et respect des choix souverains des peuples, renforcement des pouvoirs du Parlement européen et des parlements nationaux, révision de la procédure d'initiative citoyenne européenne.
- Pour une politique hospitalière à l'égard des migrant·e·s en rupture avec l'Europe forteresse et contre la xénophobie, le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie et les discriminations.
- Pour des traités internationaux de maîtrise des échanges commerciaux et des flux de capitaux subordonnés au développement commun de l'emploi, de la santé et de l'écologie, à l'opposé des traités de libre échange : refus de tout nouvel accord dégradant les conditions sociales et environnementales des pays européens.
- Pour la paix : une France qui s'affranchisse de l'OTAN, refuse le projet de défense européenne, et agisse pour une conférence de paix et de sécurité collective en Europe, type « Helsinki 2 ».

Nous mettons cette vision et ces priorités dès aujourd'hui au service des luttes et au pot commun des convergences possibles entre forces de gauche.

2. A partir de cette vision, travailler les convergences pour construire une liste porteuse de l'objectif « L'humain d'abord, pas la finance » et faire élire des député·e·s communistes et de gauche, capables de défendre les intérêts populaires et de porter une autre voix de la France que celle de Macron ou de la droite LR et de l'extrême droite. À l'heure où Emmanuel Macron cherche à faire de l'élection européenne un référendum « pour ou contre l'Europe » afin d'élargir ses bases politiques, de remporter une victoire et de poursuivre la recomposition politique en France à son avantage, le monde du travail, toutes celles et tous ceux qui luttent contre sa politique, la jeunesse qui « vaut mieux que cela » et les femmes qui sont en train de bouleverser profondément et durablement les rapports humains, doivent ensemble mettre un coup d'arrêt au rouleau compresseur néolibéral. À l'heure où le Front national reste une force structurante du paysage français, et où des convergences se cherchent avec la droite radicalisée, nous ne pouvons acter l'éparpillement des forces de gauche façon puzzle. Les forces progressistes peuvent porter un coup à Macron et ouvrir un espoir pour l'avenir de notre pays et de l'Europe.

Le PCF lance un appel aux actrices et acteurs du mouvement social et citoyen, à toutes les forces de gauche opposées à la politique de Macron pour construire une plateforme commune et une liste qui incarnent le choix fondamental de l'humain face à la finance, avec l'objectif de disputer la victoire aux tenants de l'Europe du capital et du repli nationaliste. Cette liste devrait viser une très large ouverture aux acteurs du mouvement social et pourrait permettre une convergence des forces politiques progressistes, dans le respect des différences mais autour d'objectifs communs. En tout état de cause, le PCF prendra ses responsabilités pour construire une liste de rassemblement.

3. Unir et renforcer les forces progressistes dans le Parlement européen autour d'axes politiques ouvrant des brèches dans la construction libérale de l'UE. Selon les premières projections, le rapport de force pourrait une nouvelle fois se dégrader en faveur de la droite radicalisée, des populismes et de l'extrême droite. Dans le même temps, la crise de la social-démocratie et l'existence de forces en rupture avec la ligne libérale et les grandes coalitions, l'émergence de partis progressistes nouveaux, peuvent, à condition d'un travail politique de convergence de qualité – à l'image des efforts fournis dans le cadre du Forum européen de Marseille –, faire passer une étape de développement de notre groupe parlementaire, travaillant la cohérence politique et défendant un fonctionnement confédéral, comme c'est le cas aujourd'hui avec la GUE/NGL, ce qui permet la liberté dans la solidarité. Dans cette optique, nous exprimons notre opposition ferme aux logiques de division. L'issue positive pour les peuples réside dans notre capacité à dépasser ces débats pour porter ensemble, dans un front commun européen et dans le Parlement, les intérêts et les besoins populaires. La présence d'eurodéputé·e·s communistes français·es sera décisive pour y parvenir.

Le CN se dote d'outils pour engager dès aujourd'hui la campagne.

- Nous lançons dès aujourd'hui une campagne d'information et de débats publics pour l'élaboration de propositions concrètes à partir de la vision et des priorités de campagne, et organiserons la diffusion de masse de notre appel dans les luttes et auprès des forces progressistes.
- Nous lançons une pétition pour une autre utilisation de l'argent en Europe – et donc de l'euro – présentant la proposition de fonds européens de développement social et écologique.
- Un bilan des député·e·s du Front de gauche sera édité sous forme de fascicule pour la Fête de l'Humanité.
- Nous demandons que soient organisées dans les médias les conditions d'un véritable débat démocratique pluraliste. Les dispositions qui figurent dans le projet de loi gouvernemental sont à cet égard inacceptables.
- Nous rendons publique une lettre de réponse à la proposition d'Édouard Philippe de participer au comité de surveillance transpartisan des « consultations citoyennes sur l'Europe ».
- Nous constituons sans attendre une équipe nationale de campagne rassemblant l'équipe d'animation du chantier Europe et les secteurs du Parti concernés. Elle est chargée de rédiger dans la semaine l'appel aux forces sociales et politiques, d'établir un agenda de campagne, des matériels et initiatives publiques. Sous la responsabilité du CEN et en lien avec les fédérations, elle est chargée de rassembler les propositions de candidatures nécessaires à la construction de la liste large que nous visons. Au CN de juin, elle soumettra de premières propositions, avec comme objectif la finalisation de la liste à l'automne.